

Le 10 octobre, le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé une interview à Petros Ghazaryan. La transcription complète de l'entretien est présentée ci-dessous.

Petros Ghazaryan - Bonsoir chers téléspectateurs. Nous continuons à suivre les faits saillants. Aujourd'hui, nous nous entretiendrons avec le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan. Bonsoir M. Pashinyan, merci d'avoir accepté l'interview. Nous avons convenu de parler des défis de politique étrangère, mais aujourd'hui, un membre de votre équipe, Tigran Avinyan, a été élu maire d'Erevan. Ma question est la suivante : le gouvernement n'a pas gagné, mais l'opposition a perdu, elle n'a pas pu présenter un seul candidat et, mathématiquement, elle a gagné par une voix. Quelles conclusions cela donne-t-il, quelles conclusions tirez-vous ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, commençons par savoir qui a gagné et qui aurait gagné de toute façon. La démocratie a gagné, l'électeur a gagné, l'électeur qui s'est rendu au bureau de vote et aussi l'électeur qui n'est pas allé au bureau de vote parce que c'était son choix, et la révolution a gagné. Pourquoi je dis ça ? Premièrement, parce que nous comprenons tous et avons l'habitude de comprendre la signification politique et l'importance des élections au Conseil des anciens d'Erevan, et lors de ces élections, d'ailleurs, la répartition des voix pourrait changer considérablement sur le plan politique.

J'ai spécifiquement demandé à être informé, si 50 à 150 voix étaient réparties différemment à la suite du dépouillement des votes, la situation pourrait changer politiquement. Et le fait que les résultats de ces élections aient été largement déterminés par la logique de la possibilité de coalitions politiques, etc., à la suite du dépouillement de 50 à 150 voix, a montré notre loyauté inébranlable envers les valeurs du peuple populaire et non politique. Révolution violente et de velours de 2018, démocratie, État de droit et volonté du peuple, respect incontestable et incontestable. C'est le premier.

En d'autres termes, nous avons déjà prouvé de manière irréfutable à deux reprises que nous avons dit sur la place publique que nous nous couperions les mains, mais que nous ne nous en tiendrons pas au vote et au scrutin des citoyens et que nous ne les falsifierons pas. Et je pense qu'il ne sera plus nécessaire de le prouver, dans le sens où il est clair pour tout le monde que tout gouvernement, à n'importe quel niveau en RA, ne peut être formé que par la libre expression du peuple.

Ensuite, quelle est la conséquence politique des résultats des élections, que les forces qui ont agi comme les élections de 2018 le porteur et défenseur des valeurs de la révolution, a agi sur cette plateforme, ces forces ont rassemblé plus de 60 pour cent des voix. Une autre chose est de savoir qui parmi eux est vraiment attaché à ces valeurs et qui manipule ces

valeurs. Maintenant, je pense, au moins avec les résultats des élections, nous avons vu qui, en premier lieu, fonde son activité politique sur les valeurs de la révolution.

Je tiens également à exprimer mes remerciements au parti "République", qui, je pense, a remporté un nombre de voix très important grâce à sa politique cohérente, y compris son attachement aux valeurs de révolution et de démocratie. En fait, nous gérons conjointement la capitale Erevan, ce qui, à mon avis, n'est pas une mauvaise chose. Et je veux également exprimer ma fidélité à tous les programmes et promesses du parti « Pacte civil » pendant la période préélectorale.

Bien sûr, nous devons aussi examiner maintenant quels points sont comparables dans le programme préélectoral du parti "République" et dans notre programme, car s'il y a des points contradictoires, nous devons prendre une décision plus tard, mais je ne pense pas qu'il y aura des points contradictoires. Et c'est une bonne occasion pour Tigran Avinyan, membre du conseil d'administration du parti « Accord civil », le maire nouvellement élu d'Erevan, de montrer sa capacité à consolider, y compris les dispositions comparables dans les programmes préélectorales de l'opposition. oblige, pour ainsi dire, à avoir une attitude propriétaire.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, vous avez parlé de la victoire de la démocratie, c'est très bien que nous ayons atteint le point où le vent tourne dans un sens et dans l'autre avec 150 voix. Mais regardez, l'opposition et le gouvernement dépendaient de Dogi et de son parti. s'il venait, il y aurait un quorum, Avinyan serait élu, s'il ne venait pas, il y aurait de nouvelles élections.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Si vous voulez dire si les résultats des élections nous donnent matière à réflexion, oui, ils donnent matière à réflexion. Ils donnent des raisons de réfléchir, d'analyser, de tirer des conclusions, et cela se produira certainement, mais au moins à ce stade, je ne veux en aucun cas faire de la décision de l'électeur un sujet de discussion.

Oui, nous devons analyser la décision de l'électeur, oui, nous devons tirer des conclusions de la décision de l'électeur, oui, nous devons comprendre la décision de l'électeur. Mais du point de vue de la prise de décision politique sur la numérotique électorale, au moins maintenant que la première session du Conseil des anciens d'Erevan a eu lieu aujourd'hui, je ne veux pas en discuter avec la logique selon laquelle il ne s'avère pas que nous remettent en question la décision des électeurs de quelque manière que ce soit. Mais y a-t-il des problèmes difficiles auxquels nous devons faire face, en tant que force politique et parti au pouvoir, oui, et nous le ferons.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, dès le début, vous avez dit que certaines formules étaient mises en place, que 150 voix pouvaient être déplacées ici et là. Donc on vous a proposé de plier 150 voix ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Non, je ne parle pas de cela. Il y a eu un vote et les résultats des élections ont été comptés, nos mandataires, etc., ont été comptés et nous avons vu d'après les résultats des élections que si 50 à 150 voix avaient été réparties différemment, la situation que vous avez mentionnée ne se serait pas produite. En d'autres termes, si nous et notre partenaire potentiel de coalition, par exemple le parti « République », obtenions 50 voix de plus, vous auriez 33 voix au lieu de 32. Cette situation a été corrigée. Ou si l'une des autres forces obtenait 150 voix de moins, nous nous retrouverions dans une situation complètement différente. En d'autres termes, la situation que vous avez évoquée, à savoir la création d'une dépendance à l'égard de la troisième force, ne se serait pas produite.

Pourquoi je dis cela, je démontre notre engagement politique le plus important selon lequel le vote du citoyen sera décisif, il se pourrait qu'il y ait une décision avec une seule voix, et qu'une voix serait inviolable, peu importe combien elle serait compliquer la situation politique. Sous notre administration, personne ne toucherait à ce vote pour changer la situation politique dans un sens ou dans l'autre.

Quant à la proposition, je suis désolé, c'est généralement le gouvernement qui fait de telles propositions et non l'inverse, et naturellement, ces questions ne sont même pas discutables pour nous. Les résultats des élections ont également montré que le bruit soulevé pendant la période préélectorale selon lequel ce gouvernement allait falsifier, usurper, etc., sur l'utilisation des ressources administratives, les abus, etc., les élections ont montré notre absolue fidélité aux valeurs que nous avons adoptées pour reprendre la direction de la République d'Arménie.

**Petros Ghazaryan - Que nous a donné Grenade, Monsieur le Premier ministre ?
L'opposition dit qu'elle n'a rien donné, Aliyev n'y est pas allé, nous sommes allés signer unilatéralement et il y a eu des exigences que nous n'avons pas formulées. Les autorités estiment que c'est presque une victoire. Sujet : Que nous a apporté Grenade ?**

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je pense qu'il serait correct d'utiliser moins d'adverbes dans cette situation et de se concentrer sur les subtilités et le contenu, plus cela serait correct, car, malheureusement, il n'y a pas de conditions idéales absolues et il n'y en aura jamais.

Petros Ghazaryan - Pourquoi êtes-vous parti si Aliyev ne venait pas ?

Premier ministre Nikol Pashinyan : Cela ressort clairement de la réponse à votre première question. Que nous a apporté Grenade ? Grenade nous a fait deux déclarations très importantes. La première était la déclaration quadripartite : le président Macron, le chancelier Scholz, le président du Conseil européen Charles Michel et moi-même. Et deuxièmement, notre déclaration bilatérale avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Et en fait, ce qui a été enregistré par cela, c'est un record très important : il existe un consensus au sein de l'Union européenne concernant l'approfondissement des relations avec l'Arménie. Cela signifie cela parce que les deux piliers de l'Union européenne, le Conseil européen et la Commission européenne, ont pris acte de ce fait.

Ensuite, dans les deux déclarations, cela a été exprimé du point de vue de l'Union européenne et du nôtre, qui devraient être les piliers de la paix dans notre région. L'un de ces piliers est la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, en soulignant la taille des territoires, dont nous avons parlé à plusieurs reprises. Basé sur la Déclaration d'Alma-Ata et également sur les cartes de la dernière période de l'Union soviétique transmises aux parties.

Et troisièmement, le déblocage des communications dans la région doit s'effectuer sous la pleine protection de la souveraineté des pays, de la juridiction, de l'égalité et de la réciprocité. Et aussi le fait qu'il a été enregistré et condamné l'usage de la force par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, le déplacement forcé du peuple du Haut-Karabakh a été enregistré, la volonté de l'Union européenne et des États-Unis de soutenir l'Arménie dans ce processus. En ce qui concerne la gestion de la situation humanitaire, il a été noté que les Arméniens du Haut-Karabakh ont besoin du droit de retourner au Haut-Karabakh sans conditions préalables et que leur droit doit être protégé.

Et il a été noté que l'Union européenne est prête à approfondir ses relations avec l'Arménie autant que l'Arménie le souhaite ou autant que cela est conforme aux besoins de l'Arménie. Ce sont des avantages. Maintenant, quel est le défaut ou la lacune ? La différence est que l'énoncé, en particulier le premier, est à quatre faces et non à cinq faces. En d'autres termes, si dès le départ il était prévu qu'il soit à cinq faces, l'absence de la signature de l'Azerbaïdjan sur ce document constitue bien sûr l'un des défauts. Parce que si, par exemple, la signature

de l'Azerbaïdjan se trouvait sous ce papier, je dirais maintenant que la probabilité que nous signions un accord de paix d'ici la fin de l'année est supérieure à 70 pour cent.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, quels sont nos problèmes de sécurité ? Nous avons vu, et vous l'avez beaucoup souligné, que les troupes azerbaïdjanaises sont à nos frontières, à Jermuk elles occupent les hauteurs et maintiennent nos terres directement sous l'objectif. Cette déclaration signée à Grenade a-t-elle neutralisé ce danger ? Sur cette base, verrons-nous l'Azerbaïdjan retirer ses troupes des terres arméniennes qu'il a conquises à la République d'Arménie ? L'autre : pourquoi n'en avons-nous pas posé une condition, n'avons-nous pas évoqué la question des captifs, tant de 2020 que des dirigeants du Haut-Karabakh récemment arrêtés par l'Azerbaïdjan ? Il y a des questions comme : pourquoi ne prenons-nous pas ces mesures ?

Écoutez, Aliyev n'y est pas allé, en fait, il a dit à propos des sanctions, j'ai des inquiétudes, et Macron a annoncé qu'à ce stade, les sanctions ne seraient pas efficaces contre l'Azerbaïdjan. Pourquoi ne disons-nous pas nos captifs, nos hauteurs, etc. ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - En fait, dans cette déclaration, il est fait référence au sujet des prisonniers et il y a un appel à toutes les parties pour qu'elles libèrent tous les prisonniers. Nous avons toujours exprimé notre volonté d'adopter de telles solutions. À propos, la déclaration quadripartite a également abordé la question des personnes disparues ou dont on considère qu'on ne sait pas où elles se trouvent.

Quant au reste de votre question. ces trois principes que j'ai mentionnés répondent également aux problèmes que vous avez mentionnés. Parce que lorsque nous basons la délimitation sur des cartes concrètes, les violations des frontières sont enregistrées, ce qui signifie que dans le processus de délimitation, ces violations des frontières doivent être éliminées. Le problème est que cette formulation ne comporte aucune signature de l'Azerbaïdjan, mais d'un autre côté, au moins dans le domaine occidental, il existe déjà un accord officiel selon lequel cela devrait constituer la base d'un futur règlement pacifique. Je veux dire, en fait, dans ces lignes, lorsque j'ai parlé des trois piliers, ces trois piliers enregistrent toutes les questions que vous avez soulevées, et bien sûr, il y a une référence au thème des captifs.

Petros Ghazaryan -Aliyev a déclaré lors d'une conversation téléphonique avec Charles Michel qu'il exigeait la libération de leurs enclaves. Il revendique 8 villages. Dans quelle mesure cette revendication s'inscrit-elle dans cette logique de négociation ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Avant de répondre directement à la question, j'aimerais que nous ayons une idée générale du contexte. Et pourquoi l'Azerbaïdjan n'est-il pas venu signer ou quelles sont les hypothèses ? L'explication publique de l'Azerbaïdjan est qu'il a un problème avec la position de la France, qu'il ne considère pas comme un observateur impartial. Ceci est un point de vue.

La deuxième interprétation, qui sera d'ailleurs l'occasion de vérifier dans un avenir proche, est que l'Azerbaïdjan essaie toujours d'empêcher l'instauration de la paix. Et pour cela, ils peuvent expérimenter, ou il existe une telle interprétation, par exemple, il existe un certain nombre de sujets qu'ils devraient et peuvent utiliser pour de nouvelles escalades et escalades. C'est la raison pour laquelle nous ne devons pas adopter une approche émotionnelle sur un sujet général, mais faire le point sur tous les problèmes ou questions soulevés par l'Azerbaïdjan et adopter des positions claires et compréhensibles pour le monde, notre public et tous, qui découlent de les intérêts de l'Arménie et les intérêts de la sécurité de l'Arménie.

Regardez maintenant, l'Azerbaïdjan soulève la question des 8 villages. Tout d'abord, nous disons que nous avons également un problème avec 8 villages, car dans le même marz de Tavush, par exemple, nous avons des territoires occupés par l'Azerbaïdjan dans les villages de Berkaber, Aygehovit, Vazashen, Paravakar et d'autres régions. .

Nous avons proposé une solution à ce problème en 2021 et avons dit : prenons une ligne de base, décidons quelle est la carte de délimitation et retirons l'image miroir des troupes de la ligne frontière sur cette carte. Ce sont des nuances très importantes. Je comprends que nous parlons rapidement, mais parfois notre public ne lit pas et ne comprend pas correctement les nuances.

Autrement dit, supposons que nous prenons 1975. ou 1975-1978. les cartes. En outre, je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'en fait, pendant toute la période de l'Union soviétique, lorsque nous disposons de registres sur les territoires, l'estimation du territoire de la République d'Arménie est la même : 29 800 m². kilomètres. Pourquoi je dis ça ? Je dis cela en tenant compte du fait qu'il y a beaucoup de discussions sur le fait que la carte de ce numéro, la carte de ce numéro... oui, il y a certaines différences dans ces cartes, mais il n'y a pas de différence dans le périmètre général, parce que si cette zone sur cette carte est réservée à la République d'Arménie, l'autre territoire n'est pas réservé à la République d'Arménie, sur la carte suivante le territoire qui n'était pas réservé est réservé, le territoire qui était réservé n'est pas réservé. C'est-à-dire que l'estimation de la superficie totale n'en change pas. Et c'est pourquoi nous disons : abordons les problèmes, car nous comprenons, et l'expérience nous montre que toute question non résolue ou toute question qui n'est pas sur les rails d'une résolution deviendra une occasion d'escalade militaire à un moment « x ».

En d'autres termes, nous abordons ce sujet de cette manière, car je veux que vous sachiez très clairement de quoi nous parlons pendant les négociations. Nous disons, très bien, si par exemple l'une des parties doit restituer un territoire à l'autre, cela concerne les deux parties, car oui, vous avez mentionné que nous avons un problème à Jermuk, dans d'autres endroits, etc., supposons que les troupes se tiennent maintenant sur cette ligne, pour que tout problème à cet égard soit résolu, ils doivent se retirer de ce comportement, n'est-ce pas ? Maintenant, ils doivent battre en retraite, sur quelle ligne doivent-ils se tenir, c'est-à-dire, dans les deux cas, à quel point les troupes doivent-elles se retirer du point a ?

Supposons que la carte soit posée, dit ce point. à ce point, comment pouvons-nous déterminer qu'il s'agit bien de ce point et non de 5 km en avant ou de 2 km en arrière ? Comment allons-nous déterminer la position des parties ? Déterminé par carte. Autrement dit, s'il y a une carte, il y a un point, cela signifie qu'il y a une frontière, s'il y a une frontière à ce point, la frontière ne peut pas être seulement à ce point, cela signifie qu'il y a une frontière tout le long. Nous devons donc nous ajuster en fonction des limites fixées par la Déclaration d'Alma-Ata. Ai-je pu expliquer le point car les nuances sont très complexes.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, deux questions. Par exemple, je ne comprends souvent pas pourquoi nous mesurons la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale en mètres carrés, car de nombreux pays ont reconnu l'intégrité territoriale de chacun, mais ils ont des problèmes, car reconnaître l'intégrité territoriale signifie qu'on ne va pas résoudre ces questions controversées par la force.

Nous, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, avons des problèmes de délimitation avec la Russie depuis des années, mais cela ne signifie pas qu'ils ne reconnaissent pas leur intégrité territoriale mutuelle.

Deuxièmement, pourquoi ne nous basons-nous pas sur 2017 ? Concernant le document remis par le Secrétariat de l'OSCE en décembre, dans lequel il est proposé d'adopter des principes avant la délimitation et la démarcation, et quand on lit ces principes, ils sont adoptés pour la délimitation des pays post-soviétiques, le point le plus important est que la délimitation et la démarcation ne peut pas contribuer à de nouvelles escalades, conflits, générant de nouveaux risques. Ce que nous voulons. Pourquoi ne nous appuyons-nous pas sur ce document, alors que l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Russie sont tous des États membres de l'OSCE ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, je voudrais dire que le document de l'OSCE que vous avez mentionné date toujours de 2020. est sur la table de nos responsables de la démarcation après l'établissement du cessez-le-feu. Cette question était déjà sur leur table avant cela, car nous avons et avons encore un processus de délimitation avec la Géorgie. C'est-à-dire qu'il s'agit d'un document qui est, pour ainsi dire, un manuel pratique sur le processus de délimitation, mais le problème est que le processus proprement dit n'a pas encore commencé et que nous sommes en train d'affiner les principes que vous avez mentionnés.

Et l'idée de territoire peut aussi être un de ces principes, parce qu'il n'y est pas écrit tel principe, tel principe, on dit qu'il clarifie les principes. La Déclaration d'Alma-Ata est un principe, c'est aussi un principe selon lequel, sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, nos frontières administratives sont devenues des frontières nationales. Et nous disons : acceptons ce principe, et le document de l'OSCE, qui est d'ailleurs né de l'expérience positive du processus de délimitation entre la Lituanie et la Biélorussie, mettons-le en pratique.

Petros Ghazaryan - Aujourd'hui, c'est sur notre table.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui. Cela a toujours été sur notre table, car nous avons travaillé avec la Géorgie sur le même principe, etc. Dieu merci, avec la Géorgie dans une atmosphère fraternelle à petits pas, mais nous avançons et continuerons d'avancer.

La question que vous avez soulevée est très importante et peut-être devrais-je aujourd'hui aborder ces sujets plus ouvertement et plus directement que d'habitude. D'ailleurs, j'ai abordé cette question en 2022. Dans son discours à la tribune de l'ONU, lorsque l'Azerbaïdjan dit reconnaître l'intégrité territoriale de l'Arménie, nous voulons comprendre ce qu'il entend par République d'Arménie, car certains déduisent de son discours qu'il parle de l'intégrité territoriale de l'Arménie. ils ne possèdent pas 29 800 kilomètres carrés d'Arménie, mais seulement une partie du territoire arménien. Et c'est essentiel et important, c'est pourquoi nous le soulignons sans hésiter.

D'ailleurs, je souhaite faire un record très important sur ce principe en 2023. Le 14 mai à Bruxelles, en présence du président du Conseil européen Charles Michel, j'en ai convenu avec le président de l'Azerbaïdjan, mais le problème demeure que jusqu'à aujourd'hui, le président de l'Azerbaïdjan n'a pas fait de déclaration publique sur la reconnaissance du territoire l'intégrité des 29 800 kilomètres carrés de l'Arménie.

À propos, je voudrais aborder une autre critique, peut-être que cela n'aurait pas dû être fait avec une logique externe, mais il est très important que notre société comprenne tous les processus avec des nuances. Écoutez, on nous dit que l'Arménie a reconnu unilatéralement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan qui s'étend sur 86 600 kilomètres carrés. Il n'est pas question ici d'une reconnaissance unilatérale, car il s'agit d'un accord, et 86 600 et 29 800 sont des nombres jumeaux. Autrement dit, pour connaître 29 800, vous devez connaître 86 600. Et pour connaître 86 600, il faut en connaître 29 800.

Aux critiques de cette question, à ceux qui n'ont peut-être pas lu toutes les subtilités, je veux leur demander et les exhorter à être un peu plus prudents, car regardez, quand nous disons que la République d'Arménie a une superficie de 29 800 kilomètres carrés, certains de nos opposants disent aussi Oui, non, la République d'Arménie n'a pas une superficie de 29 800 kilomètres carrés. Leur hypothèse optimiste ou impulsion patriotique est que la République d'Arménie s'étend sur plus de 29 800 kilomètres carrés. Mais nos adversaires disent aussi non, la République d'Arménie ne s'étend pas sur 29 800 kilomètres carrés. Eux, à leur tour, considèrent qu'il s'agit peut-être de 5 000 kilomètres carrés, mais personne n'entre dans ces subtilités et, dans la plupart des cas, dans les détails.

Au contraire, nos opposants utilisent le style de notre opposition pour la justifier : regardez, ils disent aussi en Arménie que l'Arménie ne fait pas 29 800 kilomètres carrés. S'ils lisent le texte ultérieur de nos opposants, où il est dit que la République d'Arménie ne s'étend pas sur 29 800 kilomètres carrés, mais plus, ils l'évaluent comme une fermentation de forces revancharde et une justification de la politique agressive de l'Arménie, et ils justifient leur agressivité envers l'Arménie avec cela également. Il faut donc faire très attention à ces concepts.

Je n'ai pas réussi à aborder la question des enclaves. Maintenant, voyez-vous, aborder le sujet des enclaves est inévitable pour une raison simple, car 29 800 kilomètres carrés comprennent également Artsvashen. Aucune autorité ou représentant de la République d'Arménie n'a le droit de traverser le territoire souverain de la République d'Arménie. Et c'est là que se pose la question. Mais il y a aussi ici une nuance importante : quiconque parle d'enclaves devrait mettre une carte sur la table, car qu'est-ce qui justifie l'existence de cette enclave ? C'est une nuance très importante. Si une carte est placée sur la table ou lorsqu'une carte est placée sur la table, il ne peut pas y avoir de carte sur un point, cela signifie que la carte entière est dessinée.

Mais d'un autre côté, je tiens à dire qu'il ne s'agit pas d'une question simple et primitive, car supposons que lorsque le problème lié à l'enclave aura été accepté par nous ou par l'Azerbaïdjan, ou à la fois par nous et par l'Azerbaïdjan, de nombreuses questions se poseront. surgir. il y a une question de délimitation des frontières de ces enclaves, il y a une

question d'accès à ces enclaves, de servitude, il y a une question de protection de ces frontières, il y a une question de présence et d'absence de forces armées dans ces zones, les règles de passage. enclave, qu'est-ce que cela signifie pour y arriver, qu'il faut traverser le territoire de quelqu'un d'autre, comment doit-on traverser le territoire de quelqu'un d'autre, quelles sont les nuances juridiques de cette question, etc.

Et il existe plusieurs façons de résoudre ces problèmes. Une option, par exemple, est que nous résolvions toutes ces questions, et que dans un contexte de paix, la question soit résolue. C'est une option. La deuxième option, si compliquée à nos yeux, est qu'il soit convenu que les enclaves situées de part et d'autre de la frontière restent sur le territoire des pays qui les enferment. Mais cela devrait à son tour faire l'objet de traités et de nouvelles ratifications. Mais aussi dans ce contexte, nous devons prendre en compte les aspects juridiques de ces processus, comprendre où ils sont justifiés, ce qui est justifié, ce qui ne l'est pas, ce qui est prouvable, ce qui ne l'est pas. Pourquoi je dis ça ? Stratégiquement, quel est notre problème ?

Notre tâche en matière de sécurité aujourd'hui est d'empêcher qu'une question ne devienne une justification pour une nouvelle escalade au motif que l'Arménie refuse de discuter, ne discute pas, évite la discussion, évite les solutions. C'est la question la plus importante. Quel est notre problème ? Pour ne pas permettre l'escalade, et pour ne pas permettre l'escalade, nous ne devrions pas penser à retarder les problèmes, à les brouiller, à les rendre flous. Au contraire, nous devons effectivement rechercher des solutions, mais ces solutions doivent naturellement être solides et transparentes pour exclure les théories du complot parmi notre public.

Quelle est la question sans réponse à ce sujet, car je sais que c'est une question très délicate, une question très sensible. S'il y a une nuance que je ne parviens peut-être pas à comprendre pour le moment, notamment mon statut et le manque de communication quotidienne...

Petros Ghazaryan - Non. Il est évident que le processus est long et compliqué. Existe-t-il déjà un accord au niveau de Bruxelles ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Une chose très importante. Vous voyez, maintenant quelle est notre idée de ce qui va arriver ? Fondamentalement, c'est un record très important que dans la déclaration quadrilatérale de Grenade et dans la déclaration bilatérale également dans le contexte de la paix régionale, les trois principaux piliers sur lesquels nous avons déjà convenu avec l'Azerbaïdjan ont été enregistrés. Et ces accords s'expriment dans

2023 de Charles Michel. dans les déclarations du 14 mai et du 15 juillet. Ce sont des documents publics.

Tout l'intérêt de Grenade est que ces principes sont déjà discutés et acceptés dans un cadre tripartite et plus large. Très bien, c'est ainsi que s'est déroulé Grenade. Nous avons désormais la possibilité d'évaluer mutuellement la sincérité des parties. Si nous nous réunissons à Bruxelles dans un avenir proche, alors que l'Azerbaïdjan a exprimé publiquement sa volonté initiale, et que nous y allons pour enregistrer ces trois principes, cela signifiera également que les parties veulent sincèrement aller à la paix, et il y a une probabilité de 70 pour cent. que un, deux, trois, l'accord de paix sera signé d'ici un mois. Sinon, nous devons réfléchir à beaucoup de choses.

Petros Ghazaryan - Erdogan a annoncé que l'Arménie devrait être rationnelle, réaliste, constructive, ouvrir le "couloir de Zangezur" et dans ce cas, la Turquie, vous savez quel poids elle a avec l'Azerbaïdjan dans ce processus, commencera à améliorer ses relations étape par étape. Autrement dit, ils nous expliquent ce qu'ils veulent avant Bruxelles.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Très bien, mais je pense que la déclaration du Président turc doit également être divisée en détails. Même si cela prendra du temps, il est très important que nous comprenions certaines choses. D'après ce que j'ai lu, il s'agit de ce qui suit, il parle de la promesse de l'Arménie, est-ce que je me souviens bien ?

Petros Ghazaryan - Oui.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Disons officiellement que la République d'Arménie n'a fait aucune promesse à personne dans le cadre de la terminologie utilisée par la Turquie et l'Azerbaïdjan. Il y a ici une subtilité, car la façon dont la terminologie est perçue est très importante, car nous, en République d'Arménie, ainsi que le public, percevons largement cette terminologie comme une certaine revendication territoriale pour l'Arménie et une demande d'un corridor extraterritorial.

Nous n'avons donc fait aucune promesse à quiconque utilisant une telle terminologie. Je sais que parfois, lors d'une conversation entre les représentants de l'Arménie et, par exemple, de la Turquie, à différents niveaux, on dit que la terminologie du corridor qu'ils utilisent n'est pas acceptable pour nous. Et ils disent, en quoi n'est-il pas acceptable que vous ayez accepté la déclaration tripartite ? Nous disons une telle terminologie dans la déclaration tripartite, je ne veux pas la répéter et je conseille à tout le monde de ne pas la répéter, nous disons qu'une telle chose n'est pas écrite dans la déclaration tripartite. Ils disent que ce n'est pas

écrit, nous disons que c'est un document public, s'il vous plaît regardez quand il est écrit, s'il vous plaît montrez-nous.

Il y a aussi ici une nuance très importante pour que nous puissions comprendre cette nuance. Le mot couloir est généralement utilisé dans le monde global comme terme courant pour désigner les canaux de communication. Par exemple, j'ai récemment déclaré à l'Assemblée nationale que le nom du projet nord-sud est officiellement le corridor routier nord-sud. Dans la déclaration tripartite, cela a une logique un peu différente, car dans la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, il y a le corridor Lachine, qui, selon la logique de la déclaration, contient un certain contenu d'extraterritorialité, ou de contrôle par un tiers. pouvoir. Et d'ailleurs, le corridor Lachine n'est pas qu'une simple route, le corridor Lachine est une bande de territoire de 5 kilomètres de large sous le contrôle d'un tiers.

Je veux dire, le nerf de ce sujet est également lié à cela. Que disons-nous ? nous disons que la République d'Arménie est prête et intéressée, et c'est d'ailleurs très important, à ouvrir les communications régionales. En d'autres termes, sommes-nous prêts à ouvrir nos routes vers l'Azerbaïdjan et la Turquie ? Oui, nous sommes prêts, et comme cela a été rapporté, cela doit se faire sur la base de la souveraineté et de la juridiction de l'Arménie, sur la base du principe d'égalité et de la réciprocité. Qu'est-ce que cela signifie, cela signifie-t-il, par exemple, qu'aucune puissance tierce ne devrait contrôler aucun territoire de la République d'Arménie ? Lors du franchissement des frontières de la République d'Arménie, les services de garde-frontières et les services douaniers de la République d'Arménie doivent agir sur la base de la juridiction de la République d'Arménie et des principes connus. Par exemple, on nous dit que dans la déclaration tripartite il est écrit que la sécurité doit être assurée par la Fédération de Russie, je dis que ce n'est pas écrit dans la déclaration tripartite. C'est un document public, lisons-le, au contraire, il est indiqué que la sécurité est garantie par l'Arménie.

Petros Ghazaryan - Une remarque, voyez-vous, l'un des hauts responsables azerbaïdjanais a dit : eh bien, nous ne voulons pas de couloir, mais quelles garanties de sécurité l'Arménie peut-elle nous donner ? Et après cela, un haut diplomate russe a annoncé que, eh bien, le mot « couloir de Zangezur » est ennuyeux, disons Meghri Road.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il n'y a pas de problème. Vous voyez, dans le cas du chemin de fer, nous disons le chemin de fer Horadiz-Meghri-Ordubad-Sadarak-Yerask, il n'y a pas de problème, disons et disons. Dans le cas du chemin de fer, la question du passage par Meghri est en fait incontestable, car nous n'avons eu de chemin de fer nulle part ailleurs, du moins dans cette section. Nous avons un autre chemin de fer Idjevan-Hrazdan-Kazakh.

Petros Ghazaryan - Qu'est-ce qui est économiquement le plus avantageux pour nous ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, mais il y a là un très gros problème. Vous savez qu'il y a eu un très grand glissement de terrain dans la région du village de Haghartsin depuis plus de 20 ans, et selon les estimations préliminaires pour éliminer le glissement de terrain, la question est de savoir s'il sera actif à l'avenir, ou 500 il faut un million de dollars ou plus. Mais d'un autre côté, nous n'avons aucun problème avec la restauration du chemin de fer de Meghri, absolument aucun problème. Au contraire, nous sommes intéressés parce que cela signifie la levée du blocus de l'Arménie et, dans l'ensemble, la paix.

Par conséquent, nous disons, en ce qui concerne la route, si une route peut passer par le même tronçon ou non. Nos experts, et pas seulement les nôtres, mais aussi internationaux, disent, vous savez, qu'il y a de très grandes complications géographiques là-bas, qu'en fait, il n'est pas possible que la route et le chemin de fer passent par le même endroit, mais c'est une question technique. . Nous disons que la question fondamentale est de savoir pourquoi subsistent des ambiguïtés ?

Tout d'abord, ce vocabulaire fait effectivement référence à notre territoire, et pourquoi parle-t-on ainsi de notre territoire ? Cela pose un problème. Nous disons que l'Arménie et pas seulement l'Arménie, mais nous aussi, devrions avoir la possibilité d'utiliser la route, et selon le même principe, dans le plein respect de la juridiction, de la souveraineté et du principe de réciprocité et d'égalité. Et nous sommes honnêtes, nous ne faisons pas semblant. Je sais qu'on essaie de faire des spéculations sur ces sujets, mais ce que j'ai dit, j'en suis convaincu et confiant à 100 pour cent, est dans l'intérêt de l'Arménie. Oui, c'est dans l'intérêt de l'Azerbaïdjan, c'est aussi dans l'intérêt de la Turquie, mais c'est aussi dans l'intérêt de l'Arménie.

Je peux dire autre chose, il y a un dicton que je veux que notre public connaisse, qui dit : eh bien, c'est tout ce que vous dites sur les passeports, les douanes, ça, ça, ils disent qu'il faut couper 47 kilomètres de route. territoire dans cette section de la voie ferrée. Pouvez-vous imaginer, en termes de coupe de 47 kilomètres de territoire, que vous apportez tellement de complications: phytosanitaires, passeports, douanes, etc., qu'il semble que vous vouliez rendre impossible l'utilisation de cette route .

Dans ce cas, nous apportons et nous pouvons apporter, par exemple, l'exemple de nous et de la Géorgie, car, par exemple, il n'y a aucun problème, aucune question concernant l'utilisation des routes entre nous et la Géorgie en termes de souveraineté, de juridiction, de réciprocité. et l'égalité. Mais d'un autre côté, nous avons travaillé et travaillons ensemble pour que nos citoyens traversent la frontière le plus facilement possible, car dans le cas de la

Géorgie, il y a au moins des faits simples : nous voulons que davantage de touristes géorgiens viennent en Arménie, par exemple. Par exemple, la Géorgie souhaite attirer davantage de touristes arméniens. Et nous essayons de simplifier.

Il est clair que ce n'est pas le même discours dans le cas de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, mais nous espérons qu'un jour viendra où ce même discours pourra être utilisé également dans le cas de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Nous disons que nous ne soulevons pas ces questions pour rendre la route impraticable, bien au contraire. Et en général, j'ai parlé de la Géorgie et de nous, au 21ème siècle, de nombreux pays font des choses pour que les personnes, les marchandises, les marchandises puissent passer rapidement, car aujourd'hui la question la plus importante est la vitesse. Aujourd'hui, la question de la concurrence entre les différents modes de transport se pose en termes de coût et de rapidité : plus la distance est courte, plus le coût est bas. Sur cette base, oui, cela pourrait devenir un véritable centre de paix dans la région. C'est ce que nous comprenons et ces ambiguïtés sont levées, il n'y a donc aucun problème là non plus. C'est vrai que ce n'est pas clair, mais nous sommes prêts à aller de l'avant et à trouver des solutions.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, y a-t-il aujourd'hui ou non un risque d'une nouvelle escalade aux frontières de l'Arménie ? L'Azerbaïdjan maintient-il ou non ses forces militaires concentrées ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Si vous parlez d'aujourd'hui, je peux dire, par exemple, que chaque jour je reçois des informations faisant état de violations du cessez-le-feu, et pendant toute la journée précédente, une balle, un plomb ont été tirés sur la zone arméno-azerbaïdjanaise. frontière. Il s'agit donc essentiellement d'un niveau d'escalade très faible, presque nul. À l'heure actuelle, nous n'avons aucune accumulation de troupes à la frontière, ni de notre part ni de la part de l'Azerbaïdjan. Il n'y a actuellement aucune tension à aucune frontière. Mais d'un autre côté, dans le monde moderne, le mouvement des troupes peut se produire en quelques heures, voire jours. Autrement dit, vous pouvez trouver la réponse à votre question à partir des résultats ou des conséquences de ma conversation.

Nous pouvons sortir d'ici, après cette diffusion, et il s'avère que quelque chose s'est produit, ou pourrait arriver. Mais que dis-je, si nous pouvons répondre à ces questions, la guerre devient inutile. Si nous ne parvenons pas à résoudre ces problèmes, la probabilité augmentera certainement.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, cela dépend aussi de nos capacités.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Quelles capacités ?

Petros Ghazaryan - De l'augmentation de nos capacités de sécurité. Maintenant, la Russie ne nous donne pas nos armes, nous avons transféré l'argent, elle a aussi besoin d'armes, elle est presque dans une guerre diplomatique avec nous, la France annonce l'augmentation des capacités militaires avec l'Arménie, on a parlé d'une sorte d'accord sur les armes , mais on ne le sait pas : quand ce sera le cas, ce sera subjectif. À quelle étape en sommes-nous ici ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Non, je ne voudrais pas que cette conversation soit liée aux armes, car développer l'armée, développer les capacités des forces armées est le droit souverain de tout État.

Petros Ghazaryan - Mais l'Azerbaïdjan est en train de se connecter, comme nous le voyons.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Pourquoi l'Azerbaïdjan est-il lié ? Il n'y a rien d'illogique ou d'illégitime dans ce que nous disons.

Petros Ghazaryan - Mais il pense qu'il peut obtenir plus par la force, pourquoi venir s'asseoir pour négocier ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - C'est là le principal problème. Voilà, en revanche, l'Azerbaïdjan déclare vouloir sincèrement la paix. Nous déclarons également que nous souhaitons sincèrement la paix.

Petros Ghazaryan - ils ont annoncé 30 ans, mais nous voyons le résultat.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Pourquoi dis-je cela, car la sécurité dans le monde moderne ne se compose pas d'un seul élément ? Oui, avec les réformes et le développement de l'armée, des forces armées, et nous en avons beaucoup parlé, nous en avons dit beaucoup, nous n'avons pas dit grand-chose, nous ne le disons pas et nous ne le dirons pas, parce que c'est un domaine où au-delà d'une ligne, la publicité juste, désolé, c'est un non-sens.

Mais dans le monde moderne, nous voyons en divers endroits, même là où il semble qu'il n'y ait pas de problème de modernité des armes, de l'armée, des capacités de combat, nous nous réveillons un jour et voyons que ces pays sont confrontés à un très gros problème. . C'est pourquoi, lorsque nous parlons de sécurité, nous ne faisons pas correctement référence aux armes uniquement. L'arme est un élément très important, mais l'élément le plus important de la sécurité est que l'arme est capable de créer une situation dans laquelle il n'est pas nécessaire de l'utiliser, car une fois l'arme utilisée, qui seront les alliés de vos adversaires ? ? Vous avez peut-être 100 fois plus d'armes, de munitions, d'armée, etc. que vos capacités, mais de tels pays dans le monde commencent à vous attaquer et rien n'y fait. En d'autres termes, nous devrions examiner la chaîne, y compris la communauté internationale. Maintenant, la même déclaration de Grenade, vous avez posé la question, est-ce qu'elle neutralise ?

Petros Ghazaryan – La menace militaire.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Non. Ne neutralise pas. Mais il y a un poids sur ce poids de neutralisation, pas le poids le plus lourd, mais pas le poids le plus léger, parce que la perception internationale qui existe, regardez pourquoi, par exemple, ce vocabulaire est souvent utilisé en relation avec le couloir. Ils veulent créer une perception internationale et de nombreux partenaires n'entrent pas dans les nuances. Très souvent, on nous dit : quel est le problème, alors pourquoi le problème n'a-t-il pas été résolu ? Quand nous disons qu'il y a un tel problème, ils disent que nous comprenons. Beaucoup diront peut-être qu'est-ce que la perception internationale a à voir là-dedans ? Je reconnais que la perception internationale n'est pas un baume, mais la perception internationale pèse sur le poids de la sécurité.

Petros Ghazaryan - Puisque nous parlons des garants de la sécurité, les soldats de maintien de la paix russes étaient également en Artsakh avec notre consentement mutuel, et maintenant ils déclarent encore quotidiennement qu'ils accomplissent leur devoir, essayant d'une manière ou d'une autre d'aider les Arméniens. Premièrement, selon nous, doivent-ils rester ou non, et deuxièmement, s'ils partent, est-il possible pour eux de venir en Arménie et d'y rester ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - La question de leur séjour au Haut-Karabakh ne dépend pas seulement de nous, ou elle ne dépend pas de nous, car nous savons également que la Fédération de Russie est en discussion avec l'Azerbaïdjan sur ce sujet. Je ne peux pas donner de réponse très directe et concrète à cette question concernant le séjour au Haut-Karabakh, mais honnêtement, je n'ai pas compris la deuxième partie de votre question.

Petros Ghazaryan - S'ils partent, est-il possible pour eux de venir en Arménie ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Que doivent-ils faire lorsqu'ils viennent en Arménie ?

Petros Ghazaryan - Ils resteront.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je suis désolé, je ne vois aucune logique à cela, car ce sont les troupes de maintien de la paix de la Fédération de Russie au Haut-Karabagh. S'ils quittent le Haut-Karabakh, ils doivent alors se rendre en Russie. Autre question : dans ce cas, iront-ils en Russie via l'Azerbaïdjan ou l'Arménie ?

Petros Ghazaryan - Est-ce une question de principe de savoir où ils iront ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je ne pense pas que ce soit une question de principe, mais il n'y a aucune base légale ni justification pour leur séjour en Arménie et il ne peut y en avoir.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, nous avons vu qu'ils n'ont pas rempli leurs obligations de sécurité envers nous, la Russie ne l'a pas fait, puis nous avons vu les activités des soldats de maintien de la paix, qui n'étaient pas non plus, pour le moins, non réalisées, et maintenant D'ici, une question naturelle se pose : les gardes-frontières de la Fédération de Russie et 102 Le sort de la base militaire. Un tel problème a-t-il été posé ou non, car demain l'Arménie pourrait être attaquée et il s'avère que la Russie déclarera à nouveau que les frontières ne sont pas démarquées.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Vous savez, je parlais justement de la justification légale pour les troupes de maintien de la paix de la Fédération de Russie du Haut-Karabakh, par exemple, en réponse à votre question, de rester ou non en Arménie, au cas où elles quitter le Haut-Karabakh, et j'ai dit que pour qu'ils restent en Arménie, il n'y avait aucune base légale. Mais d'un autre côté, je ne comprends pas votre question sur les gardes-frontières et la 102e base militaire, car les raisons de leur présence ici sont très claires, ces raisons continuent d'exister, et la Fédération de Russie et nous ne soulevons pas des questions sur ces motifs, pourquoi ? cette question se pose.

Petros Ghazaryan - J'ai dit pourquoi, car il y a beaucoup de problèmes.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Certes, il est clair qu'il existe de nombreux problèmes, mais il n'est pas vrai que tous les problèmes soient ainsi liés les uns aux autres ou qu'ils aient des relations de cause à effet.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, nous voyons quel genre d'accusations sont portées par la Russie contre nous, dans les cercles d'experts ils appellent au renversement de votre gouvernement, d'autre part, nous voyons des mesures de notre côté que la Russie accepte avec baïonnettes. Parallèlement, nous constatons par exemple que nos cargaisons de cognac créent des obstacles. Le gaz, nous sommes connectés depuis la Russie, nous avons une très forte croissance des exportations cette année et la part du lion revient à la Russie. Lorsque nous nous engageons dans une telle lutte diplomatique, nous constatons que la Russie utilise l'économie et le gaz comme moyen de pression politique. Par exemple, l'Union européenne dit : la Russie vous a trahi, va-t-elle nous ouvrir le marché afin que nous puissions exporter vers l'Europe nos milliards d'exportations en croissance ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, d'où vient l'hypothèse selon laquelle la Russie ferme, ou a fermé ou nous fermera son marché ? Nous sommes membre de l'Union économique eurasiennne et nos relations économiques sont réglementées. Écoute, tu dis cognac, combien de fois est-ce arrivé au cours des 20 dernières années ? Vous voyez, nous avons connu cette situation des centaines de fois au cours des 20 à 30 dernières années, et à chaque fois nous devons en connaître les subtilités pour pouvoir tirer des conclusions. Par exemple, j'ai essayé de comprendre l'affaire, ce qui s'est passé et ce qui se passe, et nous avons également reçu l'assurance qu'il n'y a pas de contexte politique et qu'il s'agit d'une procédure.

Permettez-moi d'abord de vous dire que ces questions de procédure sont apparues bien avant les événements que vous avez évoqués, ont fait l'objet d'une enquête et sont désormais pour l'essentiel réglées. Notre message à nos hommes d'affaires a toujours été le suivant : d'ailleurs, nous devrions peut-être montrer de plus grands principes, nous devrions suivre la qualité et les normes très au sérieux. C'est notre politique et cela continuera d'être notre politique, car si nos normes de qualité sont adéquates, nos marchés ne poseront aucun problème à quiconque pour ouvrir ou fermer, pour ainsi dire, comme vous le dites, car dans le monde moderne, les marchés sont ouverts. Beaucoup de nos pays partenaires sont membres de l'Organisation monétaire internationale et nous avons également un accord de partenariat global et élargi avec cette même Union européenne. Qui a dit qu'aujourd'hui le marché de l'Union européenne nous était fermé ?

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, vous avez raison, mais au cours de ces 20 années, nous n'avons pas été confrontés à des accusations et à une confrontation diplomatique, pour ainsi dire, aussi sans précédent avec la Russie. Ils nous accusent simplement de changer de vecteur et d'aller vers l'ouest.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Écoutez, nous ne changeons aucun vecteur. Je vais enregistrer un fait et vous révéler un secret. Premièrement, nos relations avec l'Union européenne se développent désormais essentiellement sur la base et dans le cadre de l'accord de partenariat global et renforcé. Ce contrat a été signé et ratifié avant 2018. Il est entré en vigueur avant 2018, alors que personne n'utilisait la terminologie que vous avez évoquée avec la Russie.

Oui, c'était une période quelque peu ouverte dans la relation. Soit dit en passant, il y a des complications pour la Russie, pour l'Arménie, pour le monde et pour l'ordre mondial global, car le problème ne réside pas dans nos relations avec la Russie, mais dans les relations avec les autres grandes puissances. Nous n'y changeons rien. Nous continuons de développer nos relations avec l'Union européenne dans le cadre de l'accord de partenariat global et renforcé. C'est signé devant nous, donc on ne change rien. Nos relations avec la Russie sont telles qu'elles sont, nous n'avons rien annulé, nous ne sommes partis nulle part.

Petros Ghazaryan - Vous savez, il y a deux manières d'annuler. L'un vous prenez et signez, l'autre vous n'allez pas aux exercices militaires, vous ne nommez pas votre représentant, vous abaissez votre présence aux réunions au niveau d'un sous-ministre. Ce sont aussi des messages.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Nous n'avons jamais caché non plus nos problèmes. En lien avec le même CSTO, en 2021 Les événements. Regardez, par exemple, en 2020, nous n'avons pas présenté de réclamations liées à l'OTSC, pas plus que la Fédération de Russie, mais en 2021 Lors des événements de Sotk-Khoznavar, oui, nous avons soulevé des questions très concrètes et nous continuons à les soulever. Et là, nos appréciations n'ont pas changé.

Mais je veux aussi révéler un secret sur la première rencontre entre le Président de la Fédération de Russie et moi. 2018 À Sotchi, que ce soit en mai ou début juin, notre première conversation a porté sur le sujet suivant. Le Président de la Fédération de Russie m'a dit que je savais qu'il y avait de nombreuses rumeurs selon lesquelles la Russie s'ingérerait dans les affaires de divers pays, porterait constamment atteinte à leur souveraineté, etc., etc. Et il a réaffirmé qu'il respecte inconditionnellement la souveraineté, l'indépendance, la souveraineté et la liberté de décision de l'Arménie, et que nous construisons en fait nos

relations sur la base des accords conclus lors de cette première conversation. Nous ne changeons rien, nous n'avons refusé de remplir aucune de nos obligations, rien de tel ne s'est produit. Mais d'un autre côté, dans les domaines que j'ai mentionnés, nous avons vu des problèmes, nous les voyons et nous en parlons.

Petros Ghazaryan - En d'autres termes, est-ce que j'ai bien compris votre modèle selon lequel nous ne changeons pas de vecteur et continuons à être un pays de coopération stratégique avec la Russie, tout comme nous devons respecter le fait que la Russie a des relations avec nos pays ennemis et a des intérêts La Russie doit donc respecter nos relations avec les autres pays, ce qui peut ne pas lui plaire, et ces relations ne se construisent pas les unes contre les autres.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je ne dirais pas les choses ainsi, dans l'ensemble oui, mais nous nous sommes mis d'accord sur ce point lors de notre première conversation avec le Président de la Fédération de Russie, la toute première conversation.

Petros Ghazaryan - Écoutez, mais il y a un piège. il est tout à fait normal que la Russie, par exemple, ait des relations avec l'Azerbaïdjan, la Turquie, que nous n'aimons pas, mais c'est son problème. Ils n'aiment pas non plus que nous soyons avec l'Union européenne et que nous coopérons avec l'Occident. Mais regardez, si nous sommes des partenaires stratégiques, ces relations Russie-Turquie et Azerbaïdjan-Arménie-Occident ne devraient pas être défavorables à la Russie et à l'Arménie.

Premier ministre Nikol Pashinyan - C'est vrai.

Petros Ghazaryan - Mais ici, cela ne fonctionne pas comme ça, tant au niveau de la perception que du résultat.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Que faisons-nous pour nous opposer à la Russie ?

Petros Ghazaryan - Par exemple, ils acceptent le Statut de Rome comme... Premièrement, la perception ne fonctionne pas, et deuxièmement, le résultat. Maintenant que vous posez des questions sur le résultat, commençons par la perception.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Écoutez, concernant la perception, j'admets qu'il y a un problème, car regardez ce qui s'est passé avec le Statut de Rome. En 2020, nous Après

septembre, lorsque nous avons constaté que nos systèmes ne fonctionnaient pas, nous avons commencé à chercher d'autres facteurs qui pourraient contribuer à notre sécurité. Et nous avons vu que nous avons signé le Statut de Rome, que la Fédération de Russie a d'ailleurs également signé. Et nous avons également vu qu'à un moment donné, la Cour constitutionnelle l'a reconnu comme inconstitutionnelle, mais compte tenu du fait que la Constitution arménienne a été modifiée deux fois après cette décision, nous avons décidé de faire appel à nouveau devant la Cour constitutionnelle, c'est-à-dire en 2022. c'était en décembre.

Selon notre législation, la Cour constitutionnelle doit rendre une décision dans un délai de trois mois. Et les trois mois de la Cour constitutionnelle se sont terminés au moment où la Cour pénale internationale a rendu une décision contre le Président de la Fédération de Russie, cela s'est produit les mêmes jours. Cela semble être une coïncidence évidente, n'est-ce pas, mais regardez, si la Cour de La Haye prend une décision, le lendemain ou deux jours plus tard, la Cour constitutionnelle d'Arménie publie sa décision selon laquelle le Statut de Rome correspond à la Constitution de l'Arménie.

Maintenant, regardons de côté, disons qu'ils ont effectivement pris une décision là-bas... C'est clair ici, mais celui qui connaît le processus par le bas, que le gouvernement en 2022 Nous avons pris cette décision en décembre et nous n'avons eu aucun problème de la part de la Fédération de Russie à cet égard, nous n'avons aucune indication que cela pourrait devenir un problème. Nous avons eu une impulsion au moment où le train était déjà en marche et ce train, inévitablement, devait arriver. Et il est évident que cela n'a aucun rapport avec les relations entre l'Arménie et la Russie. De plus, nous avons proposé d'avoir la même réglementation juridique que celle que nous avons avec les États-Unis d'Amérique et la même réglementation juridique avec la Fédération de Russie.

Quel est le sens de la réglementation juridique ? nous avons un accord avec les États-Unis selon lequel la relation fixée dans ces processus juridiques internationaux n'affecte pas nos relations bilatérales. Et d'ailleurs, le Statut de Rome donne cette possibilité, il dit que vous pouvez être membre de cet organisme, mais vous pouvez vous mettre d'accord avec les pays avant ou après, cela n'a pas d'importance, vous pouvez convenir que vos relations sont réglementés différemment : En tant que partenaire, je pense que nous sommes très honnêtes. À propos, j'ai abordé ce sujet en mars, j'ai moi-même pris l'initiative, j'ai appelé le président de la Fédération de Russie, j'ai dit que je comprenais que les coïncidences sont frappantes à première vue, mais c'est le processus, et il est vérifiable.

Petros Ghazaryan - Et ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - J'ai eu l'impression qu'il y avait un accord et nous avons poursuivi le processus.

Petros Ghazaryan -Aliyev a également proposé de s'installer à Tbilissi en Géorgie et de négocier dans un format bilatéral ou trilatéral. En outre, il a déclaré très rapidement que si l'Arménie était d'accord, nous étions prêts à envoyer des fonctionnaires dès maintenant pour se mettre d'accord sur les nuances.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, cela devient une circonstance très importante dans le contexte de ce que j'ai dit au début de notre conversation. Vous voyez, une réunion a eu lieu à Grenade et les principes de la régulation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont été enregistrés sur la plateforme de l'Union européenne, de notre point de vue et de celui de l'Union européenne. Il est désormais clair que lorsque nous nous rencontrerons à Bruxelles, la conversation devra se dérouler dans le cadre de ces principes qui, je ne dirai pas, correspondent uniquement aux intérêts de la République d'Arménie.

La République d'Arménie l'a accepté et d'ailleurs l'Azerbaïdjan l'a également accepté, je l'ai déjà dit. Et maintenant, lorsque nous discutons de la question d'une réunion à Bruxelles, où, en fait, nous avons un cadre à souligner, et lorsque l'Azerbaïdjan essaie d'offrir une autre plate-forme, nous pouvons interpréter qu'en déplaçant l'Azerbaïdjan vers une autre plate-forme, il veut neutraliser les principes déjà convenus. C'est le problème.

Que disons-nous ? Nous disons : fixons les principes, signons sous ces principes, déclarons ces principes, c'est-à-dire qu'il soit clair dans quel cadre nous parlons et quel sera le résultat de notre conversation - pas complètement, mais 70-80 pour cent, nous pouvons avoir une place pour négocier avec 20 pour cent, car il y a beaucoup de nuances, nous avons déjà discuté de ces principes, ils ne répondent pas à ces questions, mais quand nous en sortons, nous proposons d'autres plates-formes, en fait, il semble que nous proposons d'écarter ces principes, et nos craintes, vos craintes, qu'il puisse y avoir un plan caché derrière ce processus, pour mener un processus qui se terminera par l'usage de la force, par une nouvelle guerre, par une nouvelle escalade, s'approfondissent. Nous ne sommes pas contre toute conversation, mais nous sommes contre toute logique qui nous ferait sortir du cadre de principes déjà établis.

Petros Ghazaryan - On a également parlé de matchs au format 3+3. Une fois qu'une telle rencontre aura eu lieu, sommes-nous prêts à poursuivre ce sujet ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, bien sûr, nous sommes prêts et concernant cette réunion, au format 3+3, lors de la réunion fondatrice, certains principes ont été convenus et un accord a été conclu. Nous sommes prêts à continuer de travailler dans ce format et, en passant, permettez-moi de dire que nous l'apprécions également. Pourquoi insistons-nous sur ce point, parce que cela ne marche pas, et c'est un problème récurrent pour nous, que nous discutons constamment de l'agenda régional dans des endroits lointains, et que nous n'en discutons pas dans cette région, parce que nous comprenons, bien sûr, Bien sûr, la communauté internationale, notre partenariat avec tous les partenaires sont très importants, mais il ne faut pas créer soudainement dans notre région l'impression que nous avons, pour ainsi dire, une attitude arbitraire à l'égard des pays et des relations de notre région.

Non, ce n'est pas du tout cela, et au contraire, une des subtilités de notre politique étrangère est que nous accordons de l'importance aux relations régionales sans les sortir du contexte général des relations internationales. Je sais qu'il a également été convenu à l'époque que la prochaine réunion au format 3+3 aurait lieu à Téhéran. Et nous sommes prêts, bien sûr, il reste encore beaucoup à discuter. Tout d'abord, les réunions ont eu lieu au niveau du vice-ministre des Affaires étrangères au moins jusqu'à présent, il est maintenant nécessaire de clarifier quelle est la perception des parties, à quel niveau la conversation doit se poursuivre, et Nous sommes prêts.

Petros Ghazaryan – Sommes-nous prêts ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, nous avons été inclus dans ce format et jusqu'à présent, les discussions dans ce format n'ont jamais été reportées ou n'ont pas eu lieu à cause de nous. Rien de tel ne s'est produit.

Petros Ghazaryan - Merci Monsieur le Premier ministre, merci pour l'interview.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je suis reconnaissant.